

## MINISTÈRE DU DISTRICT FÉDÉRAL

Le *Departamento del Distrito Federal (DDF)*, Ministère du District fédéral, est responsable de la région de Mexico, qui regroupe 14 municipalités. C'est l'équivalent d'un État et il exerce une influence considérable sur les questions environnementales dans les limites de son territoire. Le *DDF* élabore actuellement ses propres lois environnementales, qui devraient entrer en vigueur à la fin de 1995.

### PROGRAMME ENVIRONNEMENTAL DE LA ZONE FRONTALIÈRE

Il y a plusieurs problèmes environnementaux graves dans la zone frontalière du nord à cause de la présence d'un grand nombre d'usines installées dans les *maquiladoras* ou zones franches. Le gouvernement du Mexique coordonne ses activités dans cette région grâce au *Programa Ambiental Para la Zona Fronteriza*, Programme environnemental pour la zone frontalière. La plupart des programmes environnementaux parrainés par le secteur public dans cette région sont des entreprises conjointes avec les États-Unis dans le cadre du Border Action Plan. La North American Development Bank assurera le financement et des garanties jusqu'à un montant de 3 milliards de dollars US pour les travaux dans ce domaine le long de la frontière. Le Canada ne fait pas partie de cette Banque. Les entreprises canadiennes seront donc désavantagées en ce qui concerne les travaux parrainés par le gouvernement dans la région frontalière du nord.

## SOCIÉTÉS D'ÉTAT

Les *paraestatales*, sociétés d'État, ont été d'importantes utilisatrices de technologies environnementales. Même si un grand nombre d'entre elles ont été vendues à des investisseurs du secteur privé au cours des dernières années, l'énergie continue à relever du secteur public en vertu de la Constitution mexicaine. Les deux plus importantes *paraestatales* sont *Petróleos Mexicanos (PEMEX)*, la compagnie pétrolière nationale et la *Comisión Federal de Electricidad (CFE)*, Commission fédérale de l'électricité.

Jusqu'à la fin de 1994, *PEMEX* et la *CFE* relevaient du *Secretaría de Energía, Minas e Industria Paraestatal (SEMIP)*, le Secrétariat à l'énergie, aux mines et aux sociétés d'État. Dès ses trois premières semaines de pouvoir, l'administration du président Zedillo l'a remplacé par un organisme nettement plus petit, le *Secretaría de Energía (SE)*, Secrétariat à l'énergie. Ce nouveau ministère est responsable de l'ensemble de la gestion du développement, de la production et de la distribution de l'énergie à l'échelle du pays. La plupart des spécialistes du secteur sont toutefois sceptiques car ils doutent que le *SE* soit en mesure d'exercer beaucoup d'influence sur *PEMEX* et la *CFE*, car les directeurs de ces deux organismes continuent à avoir un accès direct au président Zedillo de façon indépendante.